

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2025

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Saint-Sauveur pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025 et j'atteste de sa véracité.

Signataire

Jean-François Denis

Date

1.1 10 juin 2026

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	29
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	31
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	32
Situation financière par organismes	33
Charges par objets	34
Excédent (déficit) accumulé	35
Avantages sociaux futurs	39

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	46
Analyse des charges consolidées	58

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la
Ville de Saint-Sauveur

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la VILLE DE SAINT-SAUVEUR (la « Ville ») incluant sa quote-part lui revenant dans le partenariat auquel elle participe (le « groupe »), qui comprennent l'état de la situation financière consolidé au 31 décembre 2025 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette), et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe au 31 décembre 2025, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application, à compter du 1er janvier 2023, du chapitre SP 3280 « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, la Ville aurait dû procéder à la comptabilisation, aux 31 décembre 2025 et 2024, des obligations liées à la mise hors service de ses immobilisations. La Ville, n'ayant pas procédé à l'analyse de ses obligations liées à la mise hors service de ses immobilisations, aucun montant n'a été comptabilisé à ce titre au rapport financier consolidé.

Par conséquent, nous n'avons pas été en mesure de déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires au niveau des immobilisations, des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, à l'amortissement des immobilisations, à la charge de désactualisation et à l'excédent accumulé ou à d'autres postes des états financiers consolidés pour les exercices terminés les 31 décembre 2025 et 2024. À cet égard, les états financiers consolidés dérogent aux normes comptables du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion modifiée sur les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2025, tout comme nous l'avons fait pour les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2024 en raison des incidences éventuelles de cette limitation de l'étendue des travaux.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que le groupe inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers du groupe. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Comptables professionnels agréés

CATHERINE MILLETTE, CPA auditrice
AMYOT GÉLINAS, s.e.n.c.r.l.
Saint-Jérôme, le 10 juin 2026

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalisations	
		2025	2025	2024
Revenus				
Taxes	1	33 680 300	33 905 123	31 254 890
Compensations tenant lieu de taxes	2	107 200	112 185	90 820
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 376 500	1 834 008	3 555 199
Services rendus	5	2 508 000	3 229 952	2 702 298
Imposition de droits	6	3 191 400	4 731 038	5 430 220
Amendes et pénalités	7	420 000	653 069	475 646
Revenus de placements de portefeuille	8		476 067	745 765
Autres revenus d'intérêts	9	431 000	246 631	304 234
Autres revenus	10	25 000	2 658 507	669 663
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	41 739 400	47 846 580	45 228 735
Charges				
Administration générale	14	6 559 800	7 130 181	5 474 583
Sécurité publique	15	7 792 200	8 058 225	6 846 542
Transport	16	12 892 900	12 079 217	11 410 057
Hygiène du milieu	17	7 474 600	7 663 514	6 792 804
Santé et bien-être	18	5 000		1 154
Aménagement, urbanisme et développement	19	2 503 900	2 193 660	2 123 184
Loisirs et culture	20	6 206 828	5 440 053	5 263 923
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 859 000	1 755 584	1 354 172
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	45 294 228	44 320 434	39 266 419
Excédent (déficit) lié aux activités	25	(3 554 828)	3 526 146	5 962 316
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		70 821 921	64 859 605
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		70 821 921	64 859 605
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		74 348 067	70 821 921

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	11 927 835	9 866 228
Débiteurs (note 5)	2	11 634 843	12 452 783
Prêts (note 6)	3	1 476 043	725 046
Placements de portefeuille (note 7)	4	3 000 000	3 000 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	28 038 721	26 044 057
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		1 250 000
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	6 042 370	6 369 910
Revenus reportés (note 11)	12	1 797 647	1 667 303
Dette à long terme (note 12)	13	46 396 794	41 776 853
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	54 236 811	51 064 066
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(26 198 090)	(25 020 009)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	99 542 185	94 986 679
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	649 063	572 492
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	354 909	282 759
	23	100 546 157	95 841 930
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	74 348 067	70 821 921
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	74 348 067	70 821 921
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	74 348 067	70 821 921
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalisations	
		2025	2025	2024
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(3 554 828)	3 526 146	5 962 316
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)(	9 971 825)(	16 162 189)
Produit de cession	3		93 589	659 307
Amortissement	4		5 360 051	4 750 233
(Gain) perte sur cession	5		(37 321)	(88 530)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(4 555 506)	(10 841 179)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(76 571)	(16 823)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(72 150)	(98 960)
	13		(148 721)	(115 783)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(3 554 828)	(1 178 081)	(4 994 646)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(25 020 009)	(20 025 363)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(25 020 009)	(20 025 363)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(26 198 090)	(25 020 009)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 526 146	5 962 316
Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	5 360 051	4 750 233
Amortissement des actifs incorporels achetés (note 17)	3		
Autres			
▪ (Gain) perte sur cessions	4.1	(37 321)	(88 530)
▪ Immobilisations corporelles reçues à titre gratuit	4.2	(2 170 323)	(544 751)
	5	6 678 553	10 079 268
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	817 940	(2 211 459)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(1 042 198)	593 822
Revenus reportés	9	130 344	90 858
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(76 571)	(16 823)
Autres actifs non financiers	13	(72 150)	(98 960)
	14	6 435 918	8 436 706
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15 (	7 086 844) (	14 750 280)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	93 589	659 307
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17 (	)	)
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(6 993 255)	(14 090 973)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20 (	789 297) (	512 635)
Remboursement ou cession	21	38 300	9 400
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22 (	)	3 000 000)
Cession	23		
	24	(750 997)	(3 503 235)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	11 201 000	16 099 505
Remboursement de la dette à long terme	26 (	6 562 000) (	8 805 505)
Variation nette des emprunts temporaires	27	(1 250 000)	1 250 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(19 059)	(44 363)
Autres			
▪	29.1		
	30	3 369 941	8 499 637
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	2 061 607	(657 865)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	32	9 866 228	10 524 093
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	33		
Solde redressé	34	9 866 228	10 524 093
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	35	11 927 835	9 866 228

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saint-Sauveur est un organisme municipal constitué et régi en vertu de la Loi sur les cités et villes de la province du Québec. Elle est dirigée par un conseil municipal.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les partenariats auxquels elle participe.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la Ville de Saint-Sauveur. Ils incluent également la quote-part revenant à la Ville de Saint-Sauveur dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des ententes de partenariats auxquelles elle participe.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

La Ville est en partenariat avec l'organisme RÉGIE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES DE PIEDMONT, ST-SAUVEUR ET SAINT-SAUVEUR-DES-MONTS. Les données de cet organisme sont consolidées ligne par ligne à un taux de 82,28 % (2024 - 83,50 %) pour les résultats et à un taux de 79,27 % (2024 - 79,14 %) pour l'état de la situation financière.

De plus, la Ville de Saint-Sauveur participe dans diverses ententes intermunicipales selon les répartitions suivantes :

Entente pour la sécurité incendie

% de quote-part pour les résultats de l'exercice 2025 : 73 %

% de quote-part pour les immobilisations : 67 %

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Entente pour l'écocentre

% de quote-part pour les résultats de l'exercice 2025 : 49 %

% de quote-part pour les immobilisations : 49 %

Entente pour la bibliothèque

% de quote-part pour les résultats de l'exercice 2025 : 77 %

% de quote-part pour les immobilisations : 100 %

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers consolidés de la Ville de Saint-Sauveur, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers consolidés. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations et les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux et des contestations d'évaluation.

C) Actifs financiers**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Passifs**Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations**

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Ville en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Ville comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers consolidés. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers consolidés. En effet, la Ville est tenue de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers consolidés dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

E) Actifs non financiers

De par leur nature, les actifs non financiers de la Ville sont normalement employés pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels autres que les éléments achetés ne sont pas constatés dans les états financiers de la Ville.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré premier sorti. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode linéaire et les périodes suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Infrastructures	15-40 ans
Bâtiments	10-40 ans
Véhicules	10-15 ans
Ameublement, équipement de bureau	5-10 ans
Machinerie, outillage et équipements divers	10-20 ans
Améliorations locatives	10 ans

Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur comptabilisée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation.

Autres actifs non financiers

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

F) Revenus

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

Taxes

Les taxes sont constatées lors du dépôt du rôle de perception initial à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ce rôle. Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées à partir de la date de prise d'effet des certificats émis par l'évaluateur.

Compensations tenant lieu de taxes

Les compensations tenant lieu de taxes sont constatées lorsqu'une demande de paiement a été effectuée, sauf pour celles provenant du gouvernement du Québec et de ses entreprises où la constatation survient lorsque les sommes sont encaissées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Transferts

Les transferts sont comptabilisés à titre de revenus lorsqu'ils sont autorisés par le cédant et que tous les critères d'admissibilité sont atteints, sauf s'ils sont assortis de stipulations qui créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Si un passif est créé, la comptabilisation à titre de revenu a lieu au fur et à mesure que les stipulations relatives à ce passif sont rencontrées. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

Services rendus

Les services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Imposition de droits

Les revenus de licences et permis sont constatés au moment de la délivrance du permis au payeur.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date d'inscription du transfert par l'Officier de publicité foncière.

Amendes et pénalités

Les revenus liés à l'imposition d'amendes ou de pénalités sont constatés lorsque la Ville a le pouvoir de revendiquer ou de prélever les sommes en cause. Lorsque les dispositions législatives ou réglementaires applicables prévoient un délai de contestation ou requièrent une réponse à l'accusation de la part de l'assigné, les revenus ne sont constatés que lorsque ces événements ont eu lieu.

Revenus de placements de portefeuille

Les revenus de placements de portefeuille sont constatés au fur et à mesure qu'ils sont gagnés. Ces revenus comprennent les intérêts sur les dépôts en banque et les placements de portefeuille, s'il y a lieu.

Autres revenus d'intérêts

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés. Ces revenus comprennent les revenus d'intérêts non associés aux dépôts en banque et aux placements de portefeuille, notamment sur les arriérés de taxes.

Autres revenus

Les revenus rattachés à la cession d'actifs sont comptabilisés comme revenus à la date de l'acte de transfert.

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) et le régime de retraite à financement salarial (RRFS) offerts par la Ville sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement : (Administration municipale)
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.
- Éléments présentés à l'encontre des DCTP :
 - Financement des activités de fonctionnement : Représente la part des frais reportés financés à long terme qui n'a pas encore été imputée aux activités de fonctionnement. Ce montant est amorti au même rythme que l'amortissement des frais reportés concernés, soit linéairement sur cinq ans. Cet amortissement fait l'objet d'une affectation créditrice aux activités de fonctionnement.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

La trésorerie, les équivalents de trésorerie et les prêts sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités, sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer, de la provision pour contestation d'évaluation et de la dette à long terme, sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

Prêts

La Ville accorde des prêts à des contribuables dans le cadre d'un programme pour le remplacement d'installations septiques et de scellement de puits. Ces prêts, y compris les intérêts courus et à recevoir, sont comptabilisés au coût après amortissement. Ultérieurement, lorsque des faits ou des circonstances laissent présager une perte, une provision pour moins-value est établie. La réduction de la valeur comptable alors constatée ainsi que tout changement subséquent sont imputés aux résultats à la provision pour moins-value.

La Ville évalue annuellement l'existence d'une indication objective de dépréciation ou de changement dans l'évaluation de ses prêts. Pour fins d'évaluation de la provision, les prêts sont évalués en fonction de taux de probabilité de défaut, en tenant compte des sûretés.

Placements de portefeuille

Lorsqu'un placement de portefeuille évalué au coût ou au coût après amortissement subit une moins-value durable, la valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. La réduction de la valeur comptable est prise en compte dans les résultats de l'exercice et ne fait pas l'objet d'une reprise.

Pour déterminer s'il existe une moins-value durable, la Ville tient notamment compte des facteurs suivants :

- la durée et l'importance de la baisse de la juste valeur par rapport au coût;
- les jugements d'experts et d'approches fondées sur des modèles tenant compte des conditions économiques actuelles;
- la situation financière et les perspectives de rentabilité propres aux entités émettrices.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Lorsque la valeur comptable d'un placement de portefeuille constitué de fonds communs cotés sur un marché actif a été réduite pour tenir compte d'une moins-value durable, le solde cumulé des pertes non réalisées comptabilisé à l'état des gains et pertes de réévaluation est reclassé à l'état des résultats.

Dette à long terme

Les frais d'émission liés aux dettes sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale de l'emprunt jusqu'à son renouvellement. Le solde non amorti est présenté en déduction de la dette correspondante. Les normes comptables canadiennes pour le secteur public préconisent l'application du taux effectif plutôt que la méthode linéaire. L'amortissement des frais d'émission des dettes selon la méthode du taux effectif n'a pas d'impact important sur les résultats des activités et sur la situation financière.

De plus, la Ville a choisi de ne pas inclure dans les montants des versements estimatifs pour les prochains exercices présentés à la note 12, le montant des refinancements dans l'année où ils sont prévus.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant des comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus, ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2025	2024
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	11 927 835	9 866 228
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	11 927 835	9 866 228
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 (	)(	)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	11 927 835	9 866 228
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	654 857	1 032 063
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	2 973 462	3 064 505

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

5. Débiteurs

		2025	2024
Taxes municipales	9	2 230 031	1 839 874
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	2 803	1 325
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	5 647 851	5 740 275
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	567 234	1 061 426
Organismes municipaux	13	226 112	250 306
Autres			
▪ Droits de mutation et autres	14.1	2 832 820	3 541 223
▪ R.A.E.U	14.2	127 992	18 354
	15	11 634 843	12 452 783
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	3 597 461	3 823 264
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	3 597 461	3 823 264
Montants des débiteurs affectés au remboursement des emprunts temporaires	21		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	22	82 305	69 017
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	23		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	24	5 338 742	5 438 063
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	25	165 909	187 754
Ministère de la Culture et des Communications	26	43 200	84 433
Autres ministères/organismes	27	100 000	30 025
	28	5 647 851	5 740 275

Note

La valeur comptable des débiteurs, excluant les taxes à la consommation, les taxes municipales et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités et les subventions à recevoir, est d'un montant de 597 159 \$.

Les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 1,67 % à 4,48 % et viennent à échéance de 2026 à 2044. Les encaissements relatifs à ces débiteurs au cours des prochains exercices sont les suivants :

2026	-	233 576 \$
2027	-	241 418 \$
2028	-	249 429 \$
2029	-	257 812 \$
2030	-	267 061 \$
2031 et plus	-	2 348 165 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

6. Prêts

		2025	2024
Prêts à un office d'habitation	29		
Prêts à un fonds d'investissement	30		
Autres			
▪ Programme remplacement d'installations septiques et scellement puits	31.1	1 476 043	725 046
	32	1 476 043	725 046
Provision pour moins-value déduite des prêts	33		

Note

Les prêts portent intérêt aux taux variant de 3,60 % à 4,95 % et viennent à échéance de 2033 à 2035.

7. Placements de portefeuille

		2025	2024
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	34		
Autres placements	35	3 000 000	3 000 000
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	36		
Autres placements	37		
	38	3 000 000	3 000 000
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	39		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	40		

Note

Le placement porte intérêt au taux de 3,1 % échéant en mars 2026.

8. Autres actifs financiers

		2025	2024
Propriétés destinées à la revente (note 16)	41		
Autres			
▪	42.1		
	43		

Note**9. Emprunts temporaires**

L'emprunt temporaire autorisé totalise 3 500 000 \$. Il porte intérêt au taux préférentiel de l'institution financière, payable mensuellement. Au 31 décembre 2025, le solde était de 0 \$ (2024 - 1 250 000 \$).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

10. Crédoeurs et charges à payer

		2025	2024
Fournisseurs	44	1 752 735	2 186 012
Salaires et avantages sociaux	45	1 915 373	1 569 985
Dépôts et retenues de garantie	46	1 613 511	1 707 937
Provision pour contestations d'évaluation	47	1 053	351 643
Autres			
▪ Allocation départ élus	48.1	186 526	167 463
▪ Intérêts courus sur la dette	48.2	433 420	340 845
▪ R.A.E.U.	48.3	132 618	37 380
▪ Autres	48.4	7 134	8 645
▪ Organismes municipaux	48.5		
	49	6 042 370	6 369 910

Note

La valeur comptable des crédoeurs et autres charges à payer, excluant les avantages sociaux et la provision pour contestation d'évaluations, est d'un montant de 5 718 922 \$ (2024 - 5 644 521 \$).

11. Revenus reportés

		2025	2024
Taxes perçues d'avance	50	317 865	243 827
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	51		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	52		
Accès entreprise Québec	53		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	54		
Autres			
▪ Développement culturel	55.1	10 575	
▪ Sentiers et sites de pratique d'activités physiques de plein air	55.2		120 000
▪ Climat municipalité	55.3		89 313
▪ Skatepark	55.4		2 500
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	56		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	57	1 053 638	828 738
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Revenus perçus d'avance	62.1	73 050	74 198
▪ Sommes perçues stationnement	62.2	342 519	308 727
	63	1 797 647	1 667 303

Note

Les montants des rentrées grevées d'affectations d'origine externe s'élèvent à 33 792 \$ (2024 - 0 \$) pour le Fonds de stationnement et à 1 300 623 \$ (2024 - 342 070 \$) pour le Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels. Les montants constatés à titre de revenus au cours de l'exercice s'élèvent respectivement de 1 075 723 \$ (2024 - 10 829 \$) et de 0 \$ (2024 - 42 721 \$).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les paiements de transfert comptabilisés à titre de revenus reportés totalisent 10 575 \$ (2024 - 211 813 \$). Ils sont constitués de sommes reçues des gouvernements ou d'organismes gouvernementaux dans le cadre de différents programmes de subvention se rapportant principalement aux actions climatiques, au développement économique ainsi qu'à des travaux afférents à des infrastructures. Les montants des rentrées grevées d'affectations d'origine externe concernant les paiements de transferts s'élèvent à 30 575 \$ (2024 - 135 500 \$). Les sommes seront constatées à titre de revenus lorsque la Ville respectera les stipulations prévues aux ententes ou réalisera les travaux déterminés, selon des échéances établies. Les sommes constatées à titre de revenus au cours de l'exercice s'élèvent à 172 879 \$ (2024 - 373 501 \$) et les sommes remboursées s'élèvent à 58 934 \$ (2024 - 0 \$).

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2025	2024
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,05	4,95	2041	2065	64	46 790 000	42 151 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	46 790 000	42 151 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(393 206)	(374 147)
					72	46 396 794	41 776 853

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2025
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2026	73		3 499 000			3 499 000
2027	74		3 393 000			3 393 000
2028	75		3 149 000			3 149 000
2029	76		2 957 000			2 957 000
2030	77		3 000 000			3 000 000
2031 et plus	78		30 792 000			30 792 000
	79		46 790 000			46 790 000
Intérêts et frais accessoires	80			()	()	
	81		46 790 000			46 790 000

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Note

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices n'incluent pas le montant des refinancements dans l'année où ils sont prévus. Les montants des refinancements par année sont les suivants :

2026 - 5 831 000 \$
2027 - 5 013 000 \$
2028 - 7 603 000 \$
2029 - 9 475 000 \$
2030 - 8 074 000 \$

13. Avantages sociaux futurs

	2025	2024
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	350 808
Autres régimes (REER et autres)	88	381 829
Régimes de retraite des élus municipaux	89	31 529
	90	764 166
		308 698
		358 296
		28 359
		695 353

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2025	2024
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres		
▪	93.1	
	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97	() ()
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Note**15. Immobilisations corporelles**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	34 635 980	2 005 355		36 641 335
Eaux usées	102	14 337 472	82 227		14 419 699
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	62 122 810	4 420 289		66 543 099
Autres					
▪ Parcs	104.1	3 748 780			3 748 780
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	14 173 669	1 210 196		15 383 865
Améliorations locatives	107	149 062			149 062
Véhicules	108	13 068 118	904 531	209 598	13 763 051
Ameublement et équipement de bureau	109	3 185 870	221 521		3 407 391
Machinerie, outillage et équipement divers	110	5 540 907	330 963	66 717	5 805 153
Terrains	111	3 263 161	1 101 490		4 364 651
Autres	112	3 236			3 236
	113	154 229 065	10 276 572	276 315	164 229 322
Immobilisations en cours	114	919 848	(304 747)		615 101
	115	155 148 913	9 971 825	276 315	164 844 423
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	8 498 490	906 739		9 405 229
Eaux usées	117	8 066 762	376 141		8 442 903
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	23 423 419	2 255 333		25 678 752
Autres					
▪ Parcs	119.1	2 833 880	117 822		2 951 702
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	6 407 037	372 100		6 779 137
Améliorations locatives	122	22 420	14 906		37 326
Véhicules	123	4 980 667	757 198	159 166	5 578 699
Ameublement et équipement de bureau	124	1 952 718	270 079		2 222 797
Machinerie, outillage et équipement divers	125	3 973 605	289 731	60 881	4 202 455
Autres	126	3 236	2		3 238
	127	60 162 234	5 360 051	220 047	65 302 238
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	94 986 679			99 542 185
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

16. Propriétés destinées à la revente

	2025	2024
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	
	135	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2025	2024
Frais payés d'avance		
▪ Frais payés d'avance	143.1	309 101
▪ R.A.E.U	143.2	45 808
Autres		
▪	144.1	
	145	354 909
		282 759

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée en vertu de contrats de fourniture de produits pétroliers, d'assurances collectives, ainsi que d'entretien et fournitures divers échéant jusqu'en 2029 dont le solde total est de 4 636 013 \$. Les paiements consolidés minimums exigibles pour les prochains exercices sont les suivants :

2026	-	3 098 268 \$
2027	-	918 659 \$
2028	-	613 200 \$
2029	-	5 886 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

La Régie s'est engagée par contrat auprès d'un fournisseur pour la gestion de ses installations jusqu'en 2027. Le solde de cet engagement est de 86 243 \$ et les quotes-parts attribuables à la Ville de Saint-Sauveur pour les prochains exercices sont les suivantes :

2026 - 42 173 \$

2027 - 44 070 \$

20. Droits contractuels

Dans le cadre de ses opérations, la Ville a conclu différents accords à long terme dont les plus importants ont donné lieu à des droits contractuels d'un montant total de 1 936 435 \$ qui seront encaissés au cours du prochain exercice.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2025	2024
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à diverses actions et réclamations, notamment en matière contractuelle et règlementaire. Lesdites réclamations totalisent une somme de 671 150 \$. La Ville conteste le bien-fondé de ces réclamations. Les assureurs de la Ville ont pris fait et cause dans ces dossiers pour le compte de la Ville sous réserve des exclusions prévues aux différents contrats d'assurance. Une provision de 30 700 \$ a été constatée dans les états financiers relativement à certaines poursuites pour lesquelles une issue défavorable est jugée probable et le montant peut être estimé.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

D) Autres**Éventualités**

La Ville a procédé à l'expropriation du lot 3 374 726 pour une offre préliminaire de 361 500 \$ qui a été déposée au Tribunal administratif du Québec et signifiée à l'exproprié. Par la suite, la Ville a reçu une réclamation de l'exproprié pour un montant de 7 155 000 \$. Le dossier est en cours d'analyse au Tribunal administratif du Québec qui déterminera le montant de compensation financière à payer à l'exproprié. Une provision de 361 500 \$, soit le montant de l'offre préliminaire, figure aux états financiers consolidés au 31 décembre 2025.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

Au cours de l'exercice, en plus des acquisitions d'immobilisations corporelles présentées dans les activités d'investissement, la Ville a acquis des immobilisations corporelles au montant de 714 658 \$, présentées dans les créditeurs et charges à payer, au 31 décembre 2025 (2024 - 867 158 \$).

De plus, au cours de l'exercice, en plus des acquisitions d'immobilisations corporelles présentées dans les activités d'investissement, la Ville a reçu, à titre gratuit, des immobilisations corporelles qui ont été évaluées à la juste valeur à la date d'acquisition et comptabilisées au montant de 2 170 323 \$ (2024 - 544 751 \$).

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par la Ville et des budgets adoptés par les partenariats, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Ville est également présentée dans les informations sectorielles.

26. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités, aux prêts et aux placements de portefeuille.

L'exposition maximale de la Ville au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la Ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Ville croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain. Le risque de crédit associé aux subventions à recevoir est réduit au minimum puisque ces sommes proviennent des gouvernements.

La balance chronologique des débiteurs, excluant les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir et les subventions à recevoir, déduction faite de la provision pour créances douteuses au 31 décembre, se détaille comme suit :

	2025	2024
Non en souffrance	396 702 \$	241 482 \$
En souffrance		
• Moins d'un an	152 748 \$	251 646 \$
• Entre un et deux ans	44 320 \$	61 412 \$
• Entre deux et trois ans	3 389 \$	5 743 \$
Sous-total	597 159 \$	560 283 \$
Moins la provision pour créances douteuses	- \$	- \$
	597 159 \$	560 283 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Prêts

Le solde des prêts, déduction faite de la provision pour moins-value, présenté à l'état de la situation financière, correspond à l'exposition maximale au risque de crédit.

La Ville estime que les concentrations de risque de crédit relatives aux prêts sont limitées puisqu'ils sont remboursables par l'imposition d'une taxe spéciale sur la propriété du débiteur et que les sommes imposées à ce titre sont constitutives de droit réel. Ainsi, ces créances suivent la propriété, et ce, en quelque main qu'elle soit.

À la date de mise au point définitive des états financiers consolidés, une évaluation des prêts est effectuée en considérant, notamment, les tendances historiques des emprunteurs, les conditions actuelles et toute circonstance particulière connue à cette date. La provision pour moins-value est ajustée en conséquence, s'il y a lieu, pour traduire le degré de recouvrabilité et le risque de perte, mais au 31 décembre 2025, aucune provision n'était requise.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Ville établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

31 décembre 2025	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	5 470 002 \$	248 920 \$	- \$	- \$	5 718 922 \$
Dettes à long terme	3 499 000 \$	6 542 000 \$	5 957 000 \$	30 792 000 \$	46 790 000 \$
	<u>8 969 002 \$</u>	<u>6 790 920 \$</u>	<u>5 957 000 \$</u>	<u>30 792 000 \$</u>	<u>52 508 922 \$</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

31 décembre 2024	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt temporaire	1 250 000 \$	- \$	- \$	- \$	1 250 000 \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	5 444 954 \$	199 967 \$	- \$	- \$	5 644 921 \$
Dettes à long terme	3 376 000 \$	6 784 000 \$	5 955 000 \$	26 036 000 \$	42 151 000 \$
	<u>10 070 954 \$</u>	<u>6 983 967 \$</u>	<u>5 955 000 \$</u>	<u>26 036 000 \$</u>	<u>49 045 921 \$</u>

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Ville est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des instruments financiers, ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments financiers, varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville à un risque de la juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux fixe sont les prêts et la dette à long terme. Les instruments financiers à taux variable sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les emprunts temporaires.

Considérant que la Ville comptabilise ses instruments financiers à taux fixe au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif et non à la juste valeur, l'exposition au risque de fluctuation de taux d'intérêt est faible d'autant plus que la Ville prévoit les rembourser selon l'échéancier prévu. Pour les instruments financiers à taux variable, chaque fluctuation de 1 % du taux d'intérêt sur leur solde en fin d'exercice n'aurait pas d'incidence significative sur l'augmentation ou la diminution de l'excédent annuel lié aux activités de 2025.

27. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice précédent.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	31 254 890	33 680 300	33 905 123		33 905 123
Compensations tenant lieu de taxes	2	90 820	107 200	112 185		112 185
Quotes-parts	3					595 269
Transferts	4	1 048 339	1 183 000	1 144 784		1 144 784
Services rendus	5	2 750 207	2 701 500	3 309 677		3 229 952
Imposition de droits	6	5 430 220	3 191 400	4 731 038		4 731 038
Amendes et pénalités	7	475 646	420 000	653 069		653 069
Revenus de placements de portefeuille	8	745 765	305 000	476 067		476 067
Autres revenus d'intérêts	9	279 110	126 000	188 708		246 631
Autres revenus						
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	10					
Autres	11	122 065	25 000	487 484		487 484
Effet net des opérations de restructuration	12					
	13	42 197 062	41 739 400	45 008 135		653 192
Investissement						
Taxes	14					
Quotes-parts	15					
Transferts	16	2 506 860		689 224		689 224
Imposition de droits	17					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	18	335 230		1 075 723		1 075 723
Autres	19	212 368		1 095 300		1 095 300
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	20					
Effet net des opérations de restructuration	21					
	22	3 054 458		2 860 247		2 860 247
	23	45 251 520	41 739 400	47 868 382		653 192
						47 846 580

Les résultats détaillés se poursuivent à la page suivante.

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025		Réalisations 2025		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus	24	45 251 520	41 739 400	47 868 382		653 192	47 846 580
Charges							
Administration générale	25	5 164 196	6 212 000	6 782 337	347 844		7 130 181
Sécurité publique	26	6 703 142	7 632 500	7 898 508	159 717		8 058 225
Transport	27	8 927 187	10 163 900	9 350 255	2 728 962		12 079 217
Hygiène du milieu	28	5 613 594	6 265 500	6 225 419	1 182 336	930 753	7 663 514
Santé et bien-être	29	1 154	5 000				
Aménagement, urbanisme et développement	30	2 034 943	2 400 300	2 090 066	103 594		2 193 660
Loisirs et culture	31	4 924 256	5 722 700	4 955 925	484 128		5 440 053
Réseau d'électricité	32						
Frais de financement	33	1 354 172	1 859 000	1 755 584			1 755 584
Effet net des opérations de restructuration	34						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	35	4 394 094		5 006 581 (	5 006 581)		
	36	39 116 738	40 260 900	44 064 675		930 753	44 320 434
Excédent (déficit) lié aux activités	37	6 134 782	1 478 500	3 803 707		(277 561)	3 526 146

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025	Total
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	consolidé ¹
Excédent (déficit) lié aux activités	1	6 134 782	1 478 500	3 803 707	3 526 146
Moins : revenus d'investissement	2 (	3 054 458) (	) (	2 860 247) (	2 860 247)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	3 080 324	1 478 500	943 460	665 899
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Amortissement	4	4 394 094		5 006 581	5 360 051
Produit de cession	5	659 307	5 000	93 589	93 589
(Gain) perte sur cession	6	(88 530)		(37 321)	(37 321)
Réduction de valeur / Reclassement	7				
	8	4 964 871	5 000	5 062 849	5 416 319
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9			410 000	410 000
Réduction de valeur / Reclassement	10				
	11			410 000	410 000
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12	9 400		38 300	38 300
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14				
	15	9 400		38 300	38 300
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	113 836	205 100	111 682	111 682
Remboursement de la dette à long terme	17 (	2 457 558) (	2 948 000) (	3 362 735) (	3 362 735)
	18	(2 343 722)	(2 742 900)	(3 251 053)	(3 251 053)
Affectations					
Activités d'investissement	19 (	247 624) (	) (	546 459) (	583 981)
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	236 937		707 701	707 701
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 393 019	1 607 300	1 626 156	1 796 865
Réserves financières et fonds réservés	22	(423 524)	(347 900)	(175 467)	(175 727)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(46 407)		(23 979)	(23 979)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				
	25	912 401	1 259 400	1 587 952	1 720 879
	26	3 542 950	(1 478 500)	3 848 048	4 334 445
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	6 623 274		4 791 508	5 000 344

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024		Réalisations 2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	3 054 458	2 860 247		2 860 247
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	235 027)(	302 008)(	) (	302 008)
Sécurité publique	3 (	168 129)(	399 112)(	) (	399 112)
Transport	4 (	7 735 139)(	5 027 511)(	) (	5 027 511)
Hygiène du milieu	5 (	5 293 949)(	1 654 693)(	37 522)(	1 692 215)
Santé et bien-être	6 (	) (	) (	) (	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	124 445)(	730 530)(	) (	730 530)
Loisirs et culture	8 (	2 573 014)(	1 820 449)(	) (	1 820 449)
Réseau d'électricité	9 (	) (	) (	) (	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	) (	) (	) (	)
	11 (	16 129 703)(	9 934 303)(	37 522)(	9 971 825)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	) (	410 000)(	) (	410 000)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	512 635)(	789 297)(	) (	789 297)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	9 856 659	8 115 856		8 115 856
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	247 624	546 459	37 522	583 981
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	508 262			
Excédent de fonctionnement affecté	17	804 642	2 990 083		2 990 083
Réserves financières et fonds réservés	18	456 868	789 433		789 433
	19	2 017 396	4 325 975	37 522	4 363 497
	20	(4 768 283)	1 308 231		1 308 231
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(1 713 825)	4 168 478		4 168 478

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024	Administration municipale	Administration municipale	2025	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS							
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	9 049 620		11 558 750	369 085		11 927 835
Débiteurs (note 5)	2	12 465 347		11 528 116	586 698		11 634 843
Prêts (note 6)	3	725 046		1 476 043			1 476 043
Placements de portefeuille (note 7)	4	3 000 000		3 000 000			3 000 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5						
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6						
Autres actifs financiers (note 8)	7						
	8	25 240 013		27 562 909	955 783		28 038 721
PASSIFS							
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9						
Emprunts temporaires (note 9)	10	1 250 000					
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	6 332 530		6 368 458	153 883		6 042 370
Revenus reportés (note 11)	12	1 667 303		1 797 647			1 797 647
Dette à long terme (note 12)	13	41 776 853		46 396 794			46 396 794
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14						
Autres passifs (note 14)	15						
	16	51 026 686		54 562 899	153 883		54 236 811
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(25 786 673)		(26 999 990)	801 900		(26 198 090)
ACTIFS NON FINANCIERS							
Immobilisations corporelles (note 15)	18	89 093 660		93 965 114	5 577 071		99 542 185
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19						
Stocks de fournitures	20	572 492		649 063			649 063
Actifs incorporels achetés (note 17)	21						
Autres actifs non financiers (note 18)	22	240 102		309 101	45 808		354 909
	23	89 906 254		94 923 278	5 622 879		100 546 157
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	7 279 337		10 182 434	132 685		10 315 119
Excédent de fonctionnement affecté	25	7 155 237		3 800 374	556 483		4 356 857
Réserves financières et fonds réservés	26	845 078		438 920	158 540		597 460
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	) (		) (	) (		) (
Financement des investissements en cours	28	(2 899 986)		980 019			980 019
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	51 739 915		52 521 541	5 577 071		58 098 612
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30						
	31	64 119 581		67 923 288	6 424 779		74 348 067
Obligations contractuelles (note 19)							
Droits contractuels (note 20)							
Passifs éventuels (note 21)							
Actifs éventuels (note 22)							

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Rémunération					
Liée au programme Accès					
entreprise Québec	1				
Autre	2	13 152 000	12 545 151	12 545 151	11 272 456
Charges sociales					
Liées au programme Accès					
entreprise Québec	3				
Autres	4	3 393 500	3 147 957	3 147 957	2 762 240
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7	172 000	273 912	292 758	181 825
Autres biens et services	8	12 067 400	11 298 876	11 777 588	10 624 803
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme					
à la charge					
De l'organisme municipal	9	1 651 187	1 598 022	1 598 022	1 161 325
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec					
et ses entreprises	11	118 113	116 176	116 176	120 282
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	89 700	41 386	41 386	72 565
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	4 535 400	4 528 528	3 933 259	3 686 376
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	4 980 000	4 985 890	4 985 890	4 580 092
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19		5 006 581	5 360 051	4 750 233
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Subventions - créances douteuses	21.1	49 300	70 964	70 964	39 279
▪ Réclamations	21.2	19 500	28 107	28 107	6 759
▪ Transport en commun	21.3	32 800	13 125	13 125	8 184
▪ Propriété destiné à la revente	21.4		410 000	410 000	
	22	40 260 900	44 064 675	44 320 434	39 266 419

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	10 315 119	7 427 211
Excédent de fonctionnement affecté	2	4 356 857	7 658 404
Réserves financières et fonds réservés	3	597 460	1 003 358
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	)(	)
Financement des investissements en cours	5	980 019	(2 899 986)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	58 098 612	57 632 934
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	74 348 067	70 821 921
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	10 182 434	7 279 337
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	132 685	147 874
	11	10 315 119	7 427 211
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budgets subséquents	12.1	293 729	1 659 885
▪ Immobilisations années subséquentes	12.2	2 929 886	4 940 259
▪ Renovations de bâtiments	12.3	576 759	555 093
	13	3 800 374	7 155 237
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ R.A.E.U.	14.1	556 483	503 167
	15	556 483	503 167
	16	4 356 857	7 658 404

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
Service de l'eau	17		
Autres			
▪	18.1		
	19		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
Service de l'eau	20		
Autres			
▪ R.A.E.U.	21.1	158 540	158 280
	22	158 540	158 280
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	23	177 232	625 748
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	25	261 688	57 717
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Montant non réservé			
Administration municipale	27		
Organismes contrôlés et partenariats	28		
Fonds local d'investissement	29		
Fonds local de solidarité	30		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	31		161 613
Autres			
▪	32.1		
	33	438 920	845 078
	34	597 460	1 003 358

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	35 (	)(	)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	36 (	)(	)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	37 (	)(	)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	38 (	)(	)
Autres	39 (	)(	)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	40 (	)(	)
	41 (	)(	)
Assainissement des sites contaminés	42 (	)(	)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	43 (	)(	)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	44 (	)(	)
Autres			
▪	45.1 (	)(	)
	46 (	)(	)
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	47 (	)(	)
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(	)
Autres			
▪	49.1 (	)(	)
	50 (	)(	)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(	)
Frais d'émission de la dette à long terme	52 (	272 923)(	248 945)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	53 (	)(	)
Autres			
▪	54.1 (	)(	)
	55 (	272 923)(	248 945)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	56	272 923	248 945
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	57		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	58		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	59		
Autres			
▪	60.1		
	61	272 923	248 945
	62 (	)(	)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	63	2 589 617	824 482
Investissements à financer	64 (	1 609 598)(	3 724 468)
	65	980 019	(2 899 986)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	66	99 542 185	94 986 679
Propriétés destinées à la revente	67		
Prêts	68	1 476 043	725 046
Placements de portefeuille à titre d'investissement	69		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	70		
	71	101 018 228	95 711 725
Ajustements aux éléments d'actif	72		
	73	101 018 228	95 711 725
Éléments de passif correspondant			
Dettes à long terme	74 (	46 396 794)(	41 776 853)
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 (	393 206)(	374 147)
Montants des débiteurs et autres montants affectés			
au remboursement de la dette à long terme	76	3 597 461	3 823 264
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77	272 923	248 945
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78		
	79 (	42 919 616)(	38 078 791)
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	80 (	)(	)
	81 (	42 919 616)(	38 078 791)
	82	58 098 612	57 632 934

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 () ()	
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 () ()	
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 () ()	
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 () ()	
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	
Rendement espéré des actifs	32 () ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8	43	
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA du nouveau volet (en années)	46	
DMERCA de l'ancien volet (en années)	47	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet (en années)	48	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	49	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	50	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	51	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	52.1	%
Autres hypothèses économiques		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (en années, moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 1

Description des régimes et autres renseignements

Les employés syndiqués permanents de la Ville, autres que les pompiers, doivent adhérer au régime de retraite par financement salarial de la FTQ (RRFS-FTQ). Le RRFS-FTQ est un régime interentreprises à prestations déterminées visé par la section X du règlement sur la soustraction de certaines catégories de régimes de retraite à l'application des dispositions de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite. Il est soumis à la surveillance de la Régie des rentes du Québec et de l'Agence du revenu du Canada.

Ce régime de retraite est traité comme un régime à cotisations déterminées par la Ville puisque le coût des engagements du régime, déduction faite de la cotisation patronale qui est fixée à la convention collective, est assuré par les participants actifs au régime. La Ville ne peut donc pas être tenue responsable de tout déficit du régime et le surplus, le cas échéant, appartient aux employés. La cotisation de la Ville a été de 9% du salaire régulier des employés en 2025 et en 2024. La cotisation des salariés admissibles est égale au coût du service courant, plus l'amortissement de tout déficit, moins la cotisation de la Ville, tel que défini à l'évaluation actuarielle du régime et a représenté un taux de 6 % pour 2025 et pour 2024.

		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106	350 808	308 698
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110	350 808	308 698

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 1

Description des régimes et autres renseignements

La Ville de Saint-Sauveur offre un REER collectif à ses employés cadres et pompiers. Les contributions de l'employeur ont été respectivement de 9% et 6% pour 2025 et de 9% et 5% pour 2024.

		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	381 829	358 296
Autres régimes	115		
	116	381 829	358 296

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2025	2024
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	6	5

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées administrés par Retraite Québec en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3).

Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations de la part des élus et de contributions de la part des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice, telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2025	2024
Cotisations des élus au RREM	118	5 591	5 120
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	20 469	17 256
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	11 060	11 103
	121	31 529	28 359

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024	
TAXES					
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	27 887 500	27 975 206	27 975 206	25 777 021
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Réserve financière pour le service de l'eau	5				
Réserve financière pour le service de la voirie	6				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	7	116 000	101 254	101 254	72 277
Activités de fonctionnement	8	512 400	520 494	520 494	533 840
Activités d'investissement	9				
Autres	10				
	11	28 515 900	28 596 954	28 596 954	26 383 138
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	12	1 580 800	1 781 339	1 781 339	1 516 660
Égout	13				
Traitement des eaux usées	14	568 800	573 182	573 182	542 302
Matières résiduelles	15	2 416 600	2 379 616	2 379 616	2 259 281
Transport collectif - Taxe sur l'immatriculation	16				
Autres					
▪	17.1				
Centres d'urgence 9-1-1	18	70 600	80 400	80 400	74 753
Service de la dette	19	527 600	493 632	493 632	478 756
Pouvoir général de taxation	20				
Activités de fonctionnement	21				
Activités d'investissement	22				
	23	5 164 400	5 308 169	5 308 169	4 871 752
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	24				
Autres	25				
	26				
	27	5 164 400	5 308 169	5 308 169	4 871 752
	28	33 680 300	33 905 123	33 905 123	31 254 890

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	29			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32			
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	89 400	93 716	93 716
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	35			
	36	89 400	93 716	93 716
				73 079
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	37	16 900	17 551	17 551
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38	900	918	918
Taxes d'affaires	39			
	40	17 800	18 469	18 469
				17 741
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
	43			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	44			
Autres	45			
	46			
	47	107 200	112 185	112 185
				90 820

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	48			
Sécurité publique				
Police	49			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	50	1 700	4 188	4 188
Autres	51			
Sécurité civile	52			
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54			13 000
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57			
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64			
Réseau de distribution de l'eau potable	65	127 300	133 841	133 841
Traitement des eaux usées	66			166 397
Réseaux d'égout	67			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74			
Autres	75	134 200	107 079	107 079
				116 262

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	76			
Autres	77			
Sécurité du revenu	78			
Autres	79			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	80			
Rénovation urbaine	81			
Promotion et développement économique	82			
Autres	83			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	84	3 000	2 500	2 500
Activités culturelles				
Bibliothèques	85	46 700	34 689	34 689
Autres	86	22 600	15 000	15 000
Réseau d'électricité	87			
	88	335 500	297 297	297 297
				408 648

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	89			
Sécurité publique				
Police	90			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	91			
Autres	92			
Sécurité civile	93			
Autres	94			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	95	13 000	13 000	105 982
Enlèvement de la neige	96			
Autres	97			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	98			
Transport adapté	99			
Transport scolaire	100			
Autres	101			
Transport aérien	102			
Transport par eau	103			
Autres	104			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	105	210 000	210 000	12 987
Réseau de distribution de l'eau potable	106	195 845	195 845	1 873 170
Traitement des eaux usées	107			
Réseaux d'égout	108			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	109			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	110			
Tri et conditionnement	111			
Autres	112			
Autres	113			
Cours d'eau	114			
Protection de l'environnement	115			
Autres	116			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	117			
Autres	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	270 379	270 379	514 721
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	689 224	689 224	2 506 860

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134			
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	136			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	137	847 500	847 487	847 487
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	138			
Autres	139			47 003
	140	847 500	847 487	847 487
				639 691
TOTAL DES TRANSFERTS	141	1 183 000	1 834 008	1 834 008
				3 555 199

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefte et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144			
	145			
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	147	151 168	174 059	174 059
Autres	148	664 032	764 585	715 057
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151	815 200	938 644	715 057
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153	2 400	2 367	2 321
Autres	154			
Transport collectif	155			
Autres	156			
	157	2 400	2 367	2 321
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158			
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160	30 000	110 075	30 347
Réseaux d'égout	161			27 521
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	166	659 400	825 072	659 148
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170	689 400	935 147	855 419
				686 669

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	171			
Autres	172			
Autres	173			
	174			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	175			
Rénovation urbaine	176			
Promotion et développement économique	177			
Autres	178			
	179			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	180			
Activités culturelles				
Bibliothèques	181	121 500	103 173	103 173
Autres	182			
	183	121 500	103 173	103 173
Réseau d'électricité	184			
	185	1 628 500	1 979 331	1 899 603
				1 514 793

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS (suite)					
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale					
Greffes et application de la loi	186				
Évaluation	187				
Autres	188	166 900	188 874	188 874	172 480
	189	166 900	188 874	188 874	172 480
Sécurité publique					
Police	190				
Sécurité incendie					
Premiers répondants	191				
Autres	192	117 500	132 182	132 182	115 027
Sécurité civile	193				
Autres	194				
	195	117 500	132 182	132 182	115 027
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	196	111 100	137 600	137 600	146 184
Enlèvement de la neige	197	138 000	138 780	138 780	139 799
Autres	198				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	199				
Transport adapté	200				
Transport scolaire	201				
Autres	202				
Autres	203	1 500	24 242	24 242	10 589
	204	250 600	300 622	300 622	296 572
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	205				
Réseau de distribution de l'eau potable	206	66 500	72 656	72 656	51 077
Traitement des eaux usées	207				
Réseaux d'égout	208	10 000	67 305	67 305	43 765
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	209				
Matières recyclables	210				
Autres	211	66 600	75 978	75 978	71 177
Cours d'eau	212				
Protection de l'environnement	213				
Autres	214				
	215	143 100	215 939	215 939	166 019

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	216			
Autres	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			121
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224			
	225			121
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	348 200	418 940	378 083
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	1 700	3 133	3 292
Autres	228	45 000	70 656	55 911
	229	394 900	492 729	437 286
Réseau d'électricité	230			
	231	1 073 000	1 330 346	1 187 505
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	2 701 500	3 309 677	2 702 298

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	202 500	243 242	281 198
Droits de mutation immobilière	234	2 988 900	4 487 796	5 149 022
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236			
	237	3 191 400	4 731 038	5 430 220
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	420 000	653 069	475 646
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239	305 000	476 067	745 765
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	126 000	188 708	304 234
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241	37 321	37 321	88 530
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243	410 000	410 000	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245	1 075 723	1 075 723	335 230
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	248			
Autres	249			
Redevances réglementaires	250			
Autres	251	25 000	1 135 463	245 903
	252	25 000	2 658 507	669 663
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	253			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	488 500	480 137		480 137	480 137	443 390
Greffé et application de la loi	2	1 132 500	1 295 855	13 732	1 309 587	1 309 587	969 009
Gestion financière et administrative	3	3 645 300	3 457 645	334 112	3 791 757	3 791 757	3 182 112
Évaluation	4	335 700	335 747		335 747	335 747	333 827
Gestion du personnel	5	462 000	463 156		463 156	463 156	410 296
Autres							
▪ Autres	6.1	148 000	749 797		749 797	749 797	135 949
	7	6 212 000	6 782 337	347 844	7 130 181	7 130 181	5 474 583
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	4 374 300	4 448 190	22 833	4 471 023	4 471 023	4 141 488
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9	573 895	575 720	23 507	599 227	599 227	
Autres	10	2 494 505	2 528 957	112 809	2 641 766	2 641 766	2 592 058
Sécurité civile	11	29 800	228 461	568	229 029	229 029	18 883
Autres	12	160 000	117 180		117 180	117 180	94 113
	13	7 632 500	7 898 508	159 717	8 058 225	8 058 225	6 846 542
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	6 611 800	6 052 295	2 496 627	8 548 922	8 548 922	8 116 282
Enlèvement de la neige	15	2 898 800	2 875 128	180 158	3 055 286	3 055 286	2 720 905
Éclairage des rues	16	133 000	86 363	29 120	115 483	115 483	112 283
Circulation et stationnement	17	377 400	213 198	23 057	236 255	236 255	339 017
Transport collectif							
Transport en commun	18	142 900	123 271		123 271	123 271	121 570
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	10 163 900	9 350 255	2 728 962	12 079 217	12 079 217	11 410 057

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	274 400	344 124	96 907	441 031	237 723
Réseau de distribution de l'eau potable	24	959 400	1 005 249	736 076	1 741 325	1 636 793
Traitement des eaux usées	25	579 900	573 665		573 665	697 624
Réseaux d'égout	26	269 800	143 931	261 517	405 448	379 857
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	1 989 100	1 943 275		1 943 275	1 807 179
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29					
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36	1 298 100	1 443 150	16 021	1 459 171	1 307 661
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	894 800	772 025	71 815	843 840	725 967
Autres	39					
	40	6 265 500	6 225 419	1 182 336	7 407 755	6 792 804
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	5 000				1 154
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44					
	45	5 000				1 154

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	1 404 900	1 241 356	61 186	1 302 542	1 302 542	1 285 710
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47						
Autres biens	48						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	293 400	293 397		293 397	293 397	300 560
Tourisme	50	702 000	555 313	42 408	597 721	597 721	536 914
Autres	51						
Autres	52						
	53	2 400 300	2 090 066	103 594	2 193 660	2 193 660	2 123 184
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	916 300	821 989	47 847	869 836	869 836	1 077 264
Patinoires intérieures et extérieures	55	251 200	232 724	78 364	311 088	311 089	273 806
Piscines, plages et ports de plaisance	56						
Parcs et terrains de jeux	57	2 970 500	2 531 007	336 467	2 867 474	2 867 475	2 490 979
Parcs régionaux	58						
Expositions et foires	59	409 100	351 309		351 309	351 309	365 858
Autres	60						
	61	4 547 100	3 937 029	462 678	4 399 707	4 399 709	4 207 907
Activités culturelles							
Centres communautaires	62	598 900	522 119		522 119	522 118	504 100
Bibliothèques	63	565 200	483 690	21 450	505 140	505 139	551 916
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64						
Autres ressources du patrimoine	65						
Autres	66	11 500	13 087		13 087	13 087	
	67	1 175 600	1 018 896	21 450	1 040 346	1 040 344	1 056 016
	68	5 722 700	4 955 925	484 128	5 440 053	5 440 053	5 263 923

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	1 627 800	1 581 560		1 581 560	1 581 560	1 174 994
Autres frais	71	141 500	132 638		132 638	132 638	106 613
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72						
Autres	73	89 700	41 386		41 386	41 386	72 565
	74	1 859 000	1 755 584		1 755 584	1 755 584	1 354 172
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76		5 006 581 (	5 006 581)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus ¹	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	1 038 040	1 038 040	5 100 326
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3		37 522	32 486
Conduites d'égout	4	44 704	44 704	1 622
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	4 046 140	4 046 140	5 036 938
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	514 024	514 024	2 109 233
Autres infrastructures	11	511 175	511 175	149 002
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	1 191 339	1 191 339	244 260
Édifices communautaires et récréatifs	14	44 146	44 146	193 464
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	895 235	895 235	2 528 611
Ameublement et équipement de bureau	18	221 521	221 521	290 919
Machinerie, outillage et équipement divers	19	326 489	326 489	308 528
Terrains	20	1 101 490	1 101 490	166 800
Autres	21			
	22	9 934 303	9 971 825	16 162 189

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	1 038 040	1 038 040	5 100 326
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3		37 522	32 486
Conduites d'égout	4	44 704	44 704	1 622
Autres infrastructures	5	3 995 616	3 995 616	6 959 943
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10	1 075 723	1 075 723	335 230
Autres immobilisations corporelles	11	3 780 220	3 780 220	3 732 582
	12	9 934 303	9 971 825	16 162 189

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	4 809 734	3 333 548	1 132 662	7 010 620
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	33 518 002	7 867 452	5 203 535	36 181 919
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	38 327 736	11 201 000	6 336 197	43 192 539
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	3 823 264		225 803	3 597 461
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	3 823 264		225 803	3 597 461
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	3 823 264		225 803	3 597 461
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	3 823 264		225 803	3 597 461
	19	42 151 000	11 201 000	6 562 000	46 790 000
Dette en cours de refinancement	20 (	)			)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	42 151 000	11 201 000	6 562 000	46 790 000

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration municipale			
Dette à long terme	1	46 790 000	42 151 000
Ajouter			
Activités d'investissement à financer	2	1 609 598	3 274 473
Activités de fonctionnement à financer	3		
Dette en cours de refinancement	4		
Autres			
▪	5.1		
Déduire			
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme			
Excédent accumulé			
Fonds d'amortissement	6		
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	261 688	57 717
Débiteurs	8	3 597 457	3 823 260
Autres montants	9		
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10		
Autres			
▪	11.1		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	44 540 453	41 544 496
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats			
	13		
Endettement net à long terme	14	44 540 453	41 544 496
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes			
Municipalité régionale de comté	15	5 101 618	5 037 310
Communauté métropolitaine	16		
Autres organismes	17		
Endettement total net à long terme	18	49 642 071	46 581 806
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19		
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20		
	21		
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	49 642 071	46 581 806
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23		
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24		
Endettement total net à long terme lié au programme ÉcoÉnergie 360 (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	25		

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Administration générale					
Greffé et application de la loi	1				
Évaluation	2	335 700	335 747	335 747	333 827
Autres	3	351 200	351 186	351 186	349 563
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5	18 500	18 456	18 456	15 948
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	110 100	110 146	110 146	113 385
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	579 900	573 665	(21 604)	(23 978)
Matières résiduelles	12	1 821 900	1 821 224	1 821 224	1 657 666
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Habitation	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	74 700	74 707	74 707	57 838
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	218 700	218 690	218 690	242 722
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	982 700	982 658	982 658	897 347
Activités culturelles	23	42 000	42 049	42 049	42 058
Réseau d'électricité	24				
	25	4 535 400	4 528 528	3 933 259	3 686 376

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité		2025	2024
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	9 934 303	16 129 703
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	9 934 303	16 129 703

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération (dollars)	Charges sociales (dollars)	Total ¹ (dollars)
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	38,30	36,00	71 665,00	4 218 274	1 121 558	5 339 832
Professionnels	2						
Cols blancs	3	42,60	35,00	77 451,00	2 473 934	675 796	3 149 730
Cols bleus	4	52,50	39,75	108 447,00	3 948 028	978 222	4 926 250
Policiers	5						
Pompiers	6	17,00	40,00	35 313,00	1 570 827	309 205	1 880 032
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	150,40		292 876,00	12 211 063	3 084 781	15 295 844
Élus	9	7,00			334 088	63 176	397 264
	10	157,40			12 545 151	3 147 957	15 693 108

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2		65 100	144 900		210 000
Réseau de distribution de l'eau potable	3	133 841	60 712	135 133		329 686
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	1 010 943	243 379		40 000	1 294 322
	7	1 144 784	369 191	280 033	40 000	1 834 008

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	173 260	182 653
	4	173 260	182 653
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	18 643	17 531
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	18 643	17 531
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	1 024 995	790 575
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13	5 987	6 915
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	1 030 982	797 490
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	8 867	10 004
Réseau de distribution de l'eau potable	18	230 198	167 413
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20	142 687	85 971
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23	3 729	4 601
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25	61 386	32 090
Autres	26		
	27	446 867	300 079
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	85 832	56 419
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41	85 832	56 419
Réseau d'électricité			
	42		
	43	1 755 584	1 354 172

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Gariépy, Jacques	1.1	Maire	69 004	20 294	16 557	
Borreggine, Rosa	1.2	Conseiller	21 533	10 767		
Martel, Luc	1.3	Conseiller	24 499	12 249		
Martel, Luc	1.4	Maire	6 743	3 372	1 886	943
Cossette, Marie-José	1.5	Conseiller	19 355	9 677		
Viau, Carole	1.6	Conseiller	22 476	11 238		
Vinet, Caroline	1.7	Conseiller	17 635	8 817		
Leblanc, Luc	1.8	Conseiller	23 557	11 779		
Desjardins, Nathalie	1.9	Conseiller	2 790	1 395		
Carrière, Stéphanie	1.10	Conseiller	2 857	1 429		
Coulombe, Sophie	1.11	Conseiller	2 790	1 395		
Gagnon, Carole	1.12	Conseiller	2 790	1 395		
	2		216 029	93 807	18 443	943

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (exemples : MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 1 846 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

3 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☐ ☒

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges

11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 _____ \$

Ligne 19 : Créanciers et charges à payer

17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 _____ \$

Ligne 24 : Libres

20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice

24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____	\$
Ligne 24 : Libres	41	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____	\$
Montant des pardons de prêts constatés			
Solde cumulatif au début de l'exercice	44	_____	\$
Constatés au cours de l'exercice	45	_____	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	46	_____	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

47 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

48 _____ \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

49 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2025

50 _____ 865 119 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

51 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

52 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

53 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

54 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

55 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

56 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- f) le pouvoir d'imposer une taxe sur l'immatriculation aux fins du financement de dépenses en matière de transport collectif en vertu de l'article 488.0.1 LCV.

57 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

58 _____ \$

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

59 ☒ ☐

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

60 ☒ ☐

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

MRC des Pays-d'en-Haut

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

61 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

62 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

63 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

64 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

- c) du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

65 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

66 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.6 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

67 ☐ ☒

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

a) crédits de taxes

68 _____ \$

b) autres formes d'aide

69 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

70 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

71 _____ \$

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?

72 ☒ ☐

Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?

73 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total crédité en 2025

74 _____ \$

12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2025

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2025

75 \$

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2025 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

76 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

77 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

78 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

79 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

80 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

81 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

82 _____ \$

Systèmes de drainage

83 _____ \$

Abords de routes

84 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

85 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

86 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

87 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

88 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

- e) Pour les municipalités dont la population est de moins de 6 500 habitants, si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 85 et 87), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2025 (ligne 76), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution

89 _____

- b) Date d'adoption de la résolution

90 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

91 ☒ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- a) Numéro de la résolution

92 2019-10-591

- b) Date d'adoption de la résolution

93 2019-10-22

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

94 _____

- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

95 _____

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|-----|--|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 96 | |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 97 | |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 98 | |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 99 | |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 100 | |

Normes relatives à l'enregistrement des chiens auprès de la municipalité

- | | | |
|--|-----|-----|
| h) Nombre total de chiens, peu importe le poids et le potentiel de dangerosité (art. 16) | 101 | 791 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg (art. 16) | 102 | 328 |
| j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux (art. 16) | 103 | |

Règlement

- | | | |
|--|-----|--|
| k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? | 104 | <input style="width: 30px; height: 20px; border: 1px solid black;" type="checkbox"/> <input style="width: 30px; height: 20px; border: 1px solid black; margin-left: 20px;" type="checkbox" value="X"/> |
|--|-----|--|

Les questions 16 et 17 s'appliquent aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☒☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2 ☒☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 ☒☐

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4 ☐☒

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5 ☐☒

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6 ☐☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7 ☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8 ☐☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

Informations additionnelles

Nom du directeur général

9 Jean-Philippe Gadbois

Adresse courriel du directeur général

10 jpgadbois@vss.ca

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2026-06-10

Nom du signataire : Jean-François Denis

Fonction du signataire : Trésorier

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2026-06-15 14:31

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024 Administration municipale	Budget 2025 Administration municipale	Administration municipale	Réalisations 2025 Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	42 197 062	41 739 400	45 008 135	653 192	44 986 333
Investissement	2	3 054 458		2 860 247		2 860 247
	3	45 251 520	41 739 400	47 868 382	653 192	47 846 580
Charges	4	39 116 738	40 260 900	44 064 675	930 753	44 320 434
Excédent (déficit) lié aux activités	5	6 134 782	1 478 500	3 803 707	(277 561)	3 526 146
Moins : revenus d'investissement	6 (	3 054 458)(	) (	2 860 247)(	) (	2 860 247)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	3 080 324	1 478 500	943 460	(277 561)	665 899
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	4 394 094		5 006 581	353 470	5 360 051
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	113 836	205 100	111 682		111 682
Remboursement de la dette à long terme	10 (	2 457 558)(	2 948 000)(	3 362 735)(	) (	3 362 735)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	247 624)(	) (	546 459)(	37 522)(	583 981)
Excédent (déficit) accumulé	12	1 160 025	1 259 400	2 134 411	170 449	2 304 860
Autres éléments de conciliation	13	580 177	5 000	504 568		504 568
	14	3 542 950	(1 478 500)	3 848 048	486 397	4 334 445
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	6 623 274		4 791 508	208 836	5 000 344

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024	2025	2024
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	9 049 620	11 558 750	11 927 835
Débiteurs	2	12 465 347	11 528 116	11 634 843
Prêts	3	725 046	1 476 043	1 476 043
Placements de portefeuille	4	3 000 000	3 000 000	3 000 000
Autres	5			
	6	25 240 013	27 562 909	28 038 721
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7			
Emprunts temporaires	8	1 250 000		1 250 000
Créditeurs et charges à payer	9	6 332 530	6 368 458	6 042 370
Revenus reportés	10	1 667 303	1 797 647	1 797 647
Dette à long terme	11	41 776 853	46 396 794	46 396 794
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12			
Autres	13			
	14	51 026 686	54 562 899	54 236 811
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(25 786 673)	(26 999 990)	(26 198 090)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	89 093 660	93 965 114	99 542 185
Autres	17	812 594	958 164	1 003 972
	18	89 906 254	94 923 278	100 546 157
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	7 279 337	10 182 434	10 315 119
Excédent de fonctionnement affecté	20	7 155 237	3 800 374	4 356 857
Réserves financières et fonds réservés	21	845 078	438 920	597 460
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	)(	)(	)(
Financement des investissements en cours	23	(2 899 986)	980 019	980 019
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	51 739 915	52 521 541	58 098 612
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			
	26	64 119 581	67 923 288	74 348 067
				70 821 921

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DE FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budgets subséquents	1.1	293 729	1 659 885
▪ Immobilisations années subséquentes	1.2	2 929 886	4 940 259
▪ Rénovations de bâtiments	1.3	576 759	555 093
	2	3 800 374	7 155 237
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	556 483	503 167
	4	4 356 857	7 658 404
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
Service de l'eau	5		
Autres			
▪	6.1		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	7	158 540	158 280
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	8	177 232	625 748
Organismes contrôlés et partenariats	9		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	10	261 688	57 717
Organismes contrôlés et partenariats	11		
Fonds local d'investissement	12		
Fonds local de solidarité	13		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	14		161 613
Autres			
▪	15.1		
	16	597 460	1 003 358
	17	4 954 317	8 661 762

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	44 540 453	41 544 496
Endettement net à long terme (compte tenu de l'agglomération, s'il y a lieu)	2	49 642 071	46 581 806

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
		Total consolidé	Total consolidé
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	36 181 919	33 518 002
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	7 010 620	4 809 734
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	3 597 461	3 823 264
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	46 790 000	42 151 000

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024	Budget 2025	Réalizations 2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	31 254 890	33 680 300	33 905 123	33 905 123
Compensations tenant lieu de taxes	13	90 820	107 200	112 185	112 185
Quotes-parts	14				
Transferts	15	1 048 339	1 183 000	1 144 784	1 144 784
Services rendus	16	2 750 207	2 701 500	3 309 677	3 229 952
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	6 651 631	3 916 400	5 860 174	5 860 174
Autres	18	401 175	151 000	676 192	734 115
	19	42 197 062	41 739 400	45 008 135	44 986 333
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	2 506 860		689 224	689 224
Autres	23	547 598		2 171 023	2 171 023
	24	3 054 458		2 860 247	2 860 247
	25	45 251 520	41 739 400	47 868 382	47 846 580

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
Administration générale	1	6 212 000	6 782 337	347 844	7 130 181	7 130 181	5 474 583
Sécurité publique							
Police	2	4 374 300	4 448 190	22 833	4 471 023	4 471 023	4 141 488
Sécurité incendie	3	3 068 400	3 104 677	136 316	3 240 993	3 240 993	2 592 058
Autres	4	189 800	345 641	568	346 209	346 209	112 996
Transport							
Réseau routier	5	10 021 000	9 226 984	2 728 962	11 955 946	11 955 946	11 288 487
Transport collectif	6	142 900	123 271		123 271	123 271	121 570
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	2 083 500	2 066 969	1 094 500	3 161 469	3 417 228	2 951 997
Matières résiduelles	9	3 287 200	3 386 425	16 021	3 402 446	3 402 446	3 114 840
Autres	10	894 800	772 025	71 815	843 840	843 840	725 967
Santé et bien-être	11	5 000					1 154
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 404 900	1 241 356	61 186	1 302 542	1 302 542	1 285 710
Promotion et développement économique	13	995 400	848 710	42 408	891 118	891 118	837 474
Autres	14						
Loisirs et culture	15	5 722 700	4 955 925	484 128	5 440 053	5 440 053	5 263 923
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	1 859 000	1 755 584		1 755 584	1 755 584	1 354 172
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	40 260 900	39 058 094	5 006 581	44 064 675	44 320 434	39 266 419
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		5 006 581 (	5 006 581)			
	21	40 260 900	44 064 675		44 064 675	44 320 434	39 266 419

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024		Réalisations 2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	3 054 458	2 860 247		2 860 247
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	16 129 703)(	9 934 303)(	37 522)(	9 971 825)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	512 635)(	1 199 297)(	) (	1 199 297)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	9 856 659	8 115 856		8 115 856
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	247 624	546 459	37 522	583 981
Excédent accumulé	6	1 769 772	3 779 516		3 779 516
	7	(4 768 283)	1 308 231		1 308 231
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(1 713 825)	4 168 478		4 168 478

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14